



Pour obtenir gain de cause sur les revendications
AMPLIFIER, encore et encore les mobilisations
UNIR, encore et toujours, jeunes, actifs et retraités

1^{er} MAI - RASSEMBLONS-NOUS
Rdv Place Napoléon à la Roche sur Yon à 10h30

Le 15 mars,

- les personnels des Ehpad et de l'aide à domicile ont de nouveau démontré leur détermination à stopper les budgets d'austérité, à obtenir des effectifs et la revalorisation de leur statut.
- les retraités se sont fortement mobilisés face aux mesures amputant leur pouvoir d'achat, à commencer par la hausse de la CSG.

Le 22 mars,

- par centaines de milliers, les agents de la Fonction Publique, Hospitalière, d'Etat et Territoriale, de la SNCF, de Pôle Emploi.... ont manifesté et fait grève.

Ils n'en peuvent plus de conditions de travail exécrables, des contres réformes incessantes. Toujours il s'agit de supprimer des postes (*120 000 suppressions d'emploi sont annoncées par le gouvernement Macron*), des missions (ou de les externaliser), d'installer une précarité croissante. Ni nantis, ni privilégiés, ils revendiquent à juste raison la revalorisation de leurs traitements.

Le 31 mars,

- la grève a fait carton plein chez Carrefour afin de s'opposer au plan Bompard (le PDG), un plan structuré pour répondre aux exigences financières des actionnaires, se traduisant par des milliers de suppressions d'emploi et la diminution du pouvoir d'achat des salariés.

Depuis le 3 avril, les cheminots ont entamé une grève de grande ampleur aux enjeux considérables. Le maintien de leur statut garanti le maintien du service public ferroviaire. L'ouverture à la concurrence, appliquer les directives européennes c'est détricoter le service public, satisfaire les exigences des grands groupes financiers. Les cheminots auraient tout à y perdre, les usagers aussi, ainsi que les finances publiques.

Ils ont raison, mille fois raison de se mobiliser.
Nous les soutenons inconditionnellement.

La mise en œuvre du rapport Spinetta est à la SNCF, au service public ferroviaire ce que les ordonnances Macron sont au Code du Travail, une arme de destruction massive du socle social, du degré de civilisation de notre pays.

Aussi notre exigence d'abrogation des ordonnances Macron (*et de la loi Travail*) s'accorde elle parfaitement à celle de retrait du projet de loi actuel de casse de la SNCF.

Ce gouvernement est bien le gouvernement des riches. Ainsi, d'ici fin 2018 le seul CICE (*Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi*) aura rapporté plus de 100 milliards d'euros aux détenteurs de capitaux. Les choix de ce gouvernement aggravent et amplifient ceux de ses prédécesseurs. En 2017 dans le monde, 1027 milliards d'euros ont été distribués aux actionnaires. La France avec 42,7 milliards d'euros est le pays qui en distribue le plus.

Adepte des pseudo négociations et concertations, les projets de loi gouvernementaux portent profondément atteinte à la démocratie ; et demain à la laïcité ? Devant le rejet de cette politique, il use maintenant de la violence d'Etat.

Accès à la justice, droit de grève, de manifester, respect des prérogatives syndicales. Exigeons avec force le respect des libertés individuelles et collectives.

Stoppons ces injustices, c'est le moment d'agir.

Le moment est propice pour exiger avec force ensemble, salariés du public et du privé, sans emploi, jeunes et retraités :

- ✓ *la nécessaire augmentation des salaires, traitements, retraites,*
- ✓ *l'augmentation des effectifs nécessaires au bon accomplissement des missions, à l'amélioration des conditions de travail, sans précarité.*

Nos statuts, nos conventions collectives, nos accords collectifs, notre sécurité sociale, le paritarisme sont non seulement facteurs de progrès social, mais également d'un développement économique au service du plus grand nombre.

Tous nous sommes impactés par l'austérité, la baisse du coût du travail, qui partout est mise en œuvre par ce gouvernement et le patronat. Aussi nous agissons pour unir public-privé, jeunes, actifs et retraités.

Nos organisations confirment leur volonté de réunir les conditions d'une mobilisation interprofessionnelle de grève de grande ampleur réussie.